

## DECISION-EL 95-037

### *La Cour Constitutionnelle,*

- VU* la Constitution du 11 décembre 1990 ;
- VU* la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant Loi Organique sur la Cour Constitutionnelle ;
- VU* la Loi n° 94-013 du 17 janvier 1995 portant règles générales pour les Elections du Président de la République et des Membres de l'Assemblée Nationale ;
- VU* la Loi n° 94-015 du 27 janvier 1995 définissant les règles particulières pour l'Election des Membres de l'Assemblée Nationale;
- VU* la Loi n° 94-030 du 17 janvier 1995 portant mise en conformité de la Loi n° 94-013 fixant les règles générales pour les Elections du Président de la République et des Membres de l'Assemblée Nationale avec la Décision DCC 34-94 des 22 et 23 Décembre 1994 de la Cour Constitutionnelle ;
- VU* le Décret n° 95-52 du 23 février 1995 portant convocation du Corps électoral pour les Elections législatives du 28 mars 1995 ;
- VU* le Règlement Intérieur de la Cour Constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Où Monsieur Pierre EHOUMI en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

**Considérant** que par requête en date du 03 avril 1995, enregistrée au Secrétariat de la Cour à la même date sous le numéro 0461, Messieurs AGBADOME S. Antoine, DOSSOU Laurent, ADANHOU Fidèle et POGNON Alfred, demeurant tous à Cotonou, Boîte Postale n° 2046, sollicitent l'annulation des opérations électorales du 28 mars 1995 dans les Sous-Préfectures de Ouidah, Kpomassè, Toffo et Allada, dans la deuxième circonscription électorale de l'Atlantique ;



